

L'IDENTITÉ FLAMANDE, « SIFFLET À CHIENS » DE L'EXTRÊME DROITE ET DES ÉLITES

Propos recueillis par **Sabine Beaucamp**, conseillère en éditions
& **Olivier Starquit**, membre du comité de rédaction
du magazine *Agir par la culture*

L'IDENTITÉ FLAMANDE, « SIFFLET À CHIENS » DE L'EXTRÊME DROITE ET DES ÉLITES

Propos recueillis par **Sabine Beaucamp**, conseillère en éditions
& **Olivier Starquit**, membre du comité de rédaction
du magazine *Agir par la culture*

À l'approche des élections de 2024, on pressent parfaitement la volonté des natio-nalistes flamands de diviser le pays. « *Debatfiches van de vlaamse elite* » (qu'on pourrait traduire par « Les éléments de langage de l'élite flamande ») est donc un livre qui tombe à point pour tenter d'analyser le jeu rhétorique et manipulateur des politiciens de droite et de leurs représentants dans les médias. Cette étude du lan-gage et des coulisses de la politique flamande fait réaliser toutes les menaces qui pèsent sur la démocratie belge et flamande. Le livre est malheureusement seule-ment édité en néerlandais. Pour revenir sur les principaux enjeux défendus dans leur publication, nous vous proposons donc ici un entretien traduit en français avec le philosophe et syndicaliste **Robrecht Vanderbeeken**, qui a codirigé cette étude collective avec le militant associatif et philosophe, **Karim Zahidi**.

SABINE BEAUCAMP & OLIVIER STARQUIT

Comment et pourquoi l'extrême droite et les nationalistes flamands utilisent-ils un nouveau vocabulaire qui ressemble très fort à de la propagande toxique ?

ROBRECHT VANDERBEEKEN La lutte linguistique flamande était autrefois une bataille du néerlandais contre le français de la bourgeoisie ; la bourgeoisie flamande parlait également le français. Aujourd'hui, la bataille linguistique a changé de nature : il s'agit d'une bataille idéologique

sur les mots que nous utilisons. Après tout, la terminologie que nous utilisons pour comprendre la réalité sociale inclut inévitablement une certaine conception de ce à quoi cette réalité devrait ressembler. Ceux qui parviennent alors à faire prévaloir leur langage comme la manière « neutre » de parler de la réalité sont en passe de réaliser leur propre programme idéologique. Parce qu'alors tout le monde ne regardera qu'à travers ces lunettes-là. Mais la langue n'est pas neutre, elle est une lutte, une lutte des classes.

Comment contrer la normalisation des discours induite par cette sémantique de droite ?

Tout d'abord en montrant qu'il s'agit d'une stratégie politique. Nous devons faire attention aux mots et aux cadres que nous utilisons. Qui parle ? Et qui reste à l'écart ? Et surtout, dans l'intérêt de qui parlons-nous ici ? Par exemple, lorsque les gens opposent le chômeur, les inactifs (*de inactieven*) au « Flamand travailleur » (*de hardwerkende Vlaming*), ils ne vont plus parler de l'opposition entre ceux qui travaillent, paient des impôts et contribuent ainsi à la redistribution sociale d'un côté, et ceux qui cachent des millions dans des paradis fiscaux de l'autre. Ceux qui parlent du *social profittariaat* (la fraude sociale) ne vont donc pas parler du *proff-tariat fiscaal* c'est-à-dire des fraudeurs fiscaux qui utilisent nos services publics sans vouloir payer pour eux et s'enrichissent ainsi. En éclairant la sémantique utilisée, ce que font les textes de notre livre, on enlève les écrans de fumée.

Comment la sémantique de droite manipule le langage parlé ? Quels effets produit-elle ?

C'est une dialectique propre. Le discours nationaliste flamand veut construire une identité, un « nous ». Pour ce faire, comme nous le montrons dans le livre, ils recourent à de nombreux mythes. Ensuite, une vision du monde est esquissée à travers un discours économique néolibéral. Ceux qui suivent cette vision du monde sont coincés dans une pensée unique de compétitivité et de recherche du profit. Les causes de la précarité et des inégalités disparaissent ainsi de vue. Tout ce qui ne va pas est alors la faute des perdants et des boucs émissaires. Le fait que l'« excellence » de la Flandre ne se concrétise pas est ainsi imputé à quelqu'un d'autre, « eux ». Il s'agit alors de l'ennemi étranger – le migrant, le musulman – ou de l'ennemi intérieur. Ce dernier va des socialistes à tout ce qui est lié à Mai 68. Vous êtes donc dans un cadre polarisé, poussant à diviser pour mieux régner sur la population. Cela convient très bien aux élites.

Il faut noter que cette construction identitaire nationaliste évolue vers la droite : « nous » n'est plus le peuple qui parle la même langue, partage une identité culturelle et vit ensemble dans une certaine région. De plus en plus, les modèles de comportement socio-économique tels que « épargner, travailler dur et faire des affaires » commencent également à jouer un rôle pour pouvoir y être inclus. Si vous ne remplissez pas ces conditions, vous ne faites apparemment plus partie de la communauté politique du « peuple flamand », même si vous vivez en Flandre depuis des années. En outre, vous devez également être « fier » de votre propre histoire, ne pas nourrir de « haine de soi » et surtout ne pas critiquer notre passé colonial, être conservateur sur le plan éthique, etc.

C'est pourquoi Bart De Wever a tenté de disqualifier Herman De Croo : « *Il ne serait pas un vrai flamand même s'il parle néerlandais* » en pointant du doigt le fait que tout son cursus scolaire avait été réalisé en langue française. L'identité est ainsi détournée sur le plan politico-idéologique. Il s'agit en fait d'un comportement dont les contours sont très flous et mouvants : certains hommes politiques veulent déterminer pour nous ce que doit être notre identité. Par le biais de toutes sortes de manipulations idéologiques, ils tripotent l'intégrité de mon et de votre identité culturelle de toutes parts.

Si la langue est un champ de bataille, quelles sont les tactiques et pratiques utilisées par les partis conservateurs de droite et d'extrême droite pour vider à petit feu la gauche flamande de sa substance sociale et économique ?

L'un des principaux champs de bataille à cet égard, c'est la bataille culturelle. Elle sert principalement à détourner l'attention des contradictions socio-économiques vers les contradictions culturelles et identitaires. Dans ce cas, notre société n'est plus le théâtre d'un conflit d'intérêts entre différentes classes, mais celui d'un « conflit de civilisations ». Grâce à la représentation vague de l'ennemi qu'est le « marxiste culturel » ou le « wokisme »¹, on obtient ainsi un débat polarisé qui détourne l'attention des élites financières vers la critique de ce qui est jugé comme étant « l'élite culturelle » : ces « islamophiles »², ces « juges activistes », ces « bobos de gauche avec leurs vélos cargo », ces yogasnuiver³ etc. Les médias flamands adorent rebondir sur ces polémiques qui font beaucoup d'audimat.

C'est aussi de cette façon que l'on sème la zizanie à gauche. Un certain nombre de voix progressistes, principalement des hommes blancs d'un

1. Woke ou wokisme (de l'anglais être éveillé) est un terme péjoratif pour dénigrer toutes sortes d'idées et mouvements progressistes récents qui visent à promouvoir la justice sociale et l'égalité - NDLR.

2. En néerlandais *moslimknuffelaars*, littéralement « calineurs de musulmans », terme proche dans son utilisation dans le débat public flamand du qualificatif péjoratif francophone d'« islamo-gauchiste » - NDLR

3. Terme qui signifie littéralement les « yogis sniffeurs » en néerlandais. il a été lancé par Bart de Wever et désigne selon lui des gens conscientisés et avec un mode de vie sain, ceux qui « font la leçon » le jour, mais qui prennent de la cocaïne la nuit et soutiennent donc les réseaux criminels ce faisant. - NDLR

certain âge, se joignent maintenant avec émotion et vigueur, comme des idiots utiles, à la croisade anti-wokiste imposée par ce cadre de droite. «Wokisme» est un terme fourre-tout très pratique dans lequel vous pouvez canaliser beaucoup de frustrations, et ainsi diriger le mécontentement social. Mais par essence, le combattre est un mode de contre-activisme qui consiste à s'attaquer à des évolutions progressistes qui seraient allées «trop loin» comme l'antiracisme, le féminisme, la diversité inclusive ou encore la lutte pour le climat. Pendant ce temps, les inégalités économiques se creusent à un rythme effarant. Dans son dernier livre l'économiste Thomas Piketty, relevait qu'en 2020, la moitié de la population en Europe ne possédait presque rien (5 % de la richesse) tandis que les 10 % les plus riches en possédaient 55 %. Est-il tout simplement possible de construire une société démocratique avec une telle répartition des richesses !

Et par rapport à cela quel serait l'antidote ? Quel modèle politique ? Quelle réponse aux stratégies de dépolitisation ? Quelle attitude par rapport à cet usage des affects et des émotions ?

Il est utile de savoir que la droite recherche certaines tensions avec ce choc des cultures, non pas tant pour dominer idéologiquement mais plutôt pour atomiser les individus et créer le chaos. C'est une usine à rêves qui veut nous endormir en faisant simplement beaucoup de bruit par des coups de gueule via les médias sociaux qui dominent le débat public et le transforment ainsi. Il suffit de penser à toutes les fake news et provocations médiatiques de quelqu'un comme Trump. Par conséquent, cela ne nous aide pas à rassembler les gens de manière solidaire pour discuter des problèmes sociaux de manière raisonnable afin de trouver des solutions nuancées. C'est pourquoi beaucoup de personnes se lassent de ce tumulte et se replient sur elles-mêmes. Ainsi, le sentiment antipolitique l'emporte et nous nous enlisons dans une démocratie «formatée».

L'antidote à cela pourrait être le suivant : essayer de laisser cette agitation de côté, ne pas se laisser interpellé par le clash et essayer de ramener

l'attention sur des projets constructifs. Ne pas faire évoluer son discours vers la droite, comme le font tant de politiciens juste pour rester au pouvoir. Essayer également de transmettre la vision historique selon laquelle la lutte sociale des dernières décennies a permis de construire un grand nombre de droits et de conquêtes démocratiques. Précisément ceux qui sont soumis à une forte pression aujourd'hui.

Car avec le racisme et le nationalisme comme facteurs de division, les nationalistes flamands veulent monter en puissance pour diviser la Belgique. Comme si diviser encore plus notre petit pays allait résoudre les problèmes. Le séparatisme sert principalement à démanteler tout ce qui a été construit au fil des ans en termes de législation sociale et de conquêtes en faveur des employeurs. Nos élites, tant flamandes que belges, ne le savent que trop bien. Avons-nous déjà oublié que le VOKA, la Fédération patronale flamande, a appelé dans les médias, lors de la formation du précédent gouvernement, à envisager un gouvernement du Vlaams Belang et de la NVA, et donc à rompre le cordon sanitaire ? Et, à l'époque, nous n'avons pas entendu la FEB, la Fédération des Employeurs Belges, protester. Je pense qu'il est important de faire comprendre aux gens que le racisme et le nationalisme leur coûteront très cher.

Il existe une technique de communication appelée méthode du « Sifflet à chiens » qui vise, à la manière d'un sifflet à ultrason audible seulement des canidés, par la diffusion de messages politiques codés, à obtenir le soutien d'un groupe particulier sans provoquer d'opposition. Mesure-t-on l'ampleur des effets à long terme du « sifflet à chiens » et peut-on décrire comment il a servi la politique néolibérale ?

Les « sifflets à chiens » sont une astuce rhétorique qui a connu un essor particulier aux États-Unis dans les années 1970. Dans ce pays, après une décennie de combats actifs pendant les années 1960, le racisme frontal était devenu politiquement inacceptable. Rappelons aussi que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale,

les élites de ce pays avaient dû faire beaucoup de concessions au niveau des politiques sociales. Pour rétablir l'équilibre des forces en leur faveur, les Républicains ont commencé à distiller discrètement au sein des populations blanches l'idée que les Noirs bénéficiaient de toutes sortes d'avantages. Il s'agissait tout simplement de diviser pour mieux régner. Par exemple, Ronald Reagan s'est mis à parler dans ses discours de campagne de la « Reine des allocs » (*welfare queen*) se pavanant en Cadillac. Il visait subrepticement les femmes afro-américaines vivant de l'aide sociale et qu'il désignait à la vindicte blanche comme des « assistées » vivant confortablement. Pourtant, aux États-Unis, comme dans notre pays d'ailleurs, on constate que ce sont surtout les minorités et les migrants qui font les travaux pénibles et mal payés, hier comme aujourd'hui. Avec l'arrivée de Trump au pouvoir en 2017, il a semblé politiquement venu d'abandonner ce racisme caché au profit d'un racisme ouvert.

Au cours du printemps 2021, alors que la tentative de prise du Capitole venait de se terminer et que la Flandre était sous le charme du terroriste nationaliste flamand Jürgen Conings, le président du Vlaams Belang a lui aussi pensé que ce moment était venu. Dans le journal économique *De Tijd*, Tom Van Grieken a ainsi affirmé que l'Europe devait rester majoritairement « blanche et chrétienne ». Au même moment, son collègue de parti Filip De Winter a affirmé vouloir donner des conférences dans les universités flamandes sur le « grand remplacement »⁴. Cela montre à nouveau clairement ce que ce parti entend par « notre » peuple et « notre » Flandre. Ce qui est pénible avec le nationalisme flamand, c'est donc qu'il utilise l'identité flamande, le drapeau flamand, comme un grand « sifflet à chiens ». En fin de compte, le message adressé à la base de ses supporters est le suivant : « nous » contre « eux ». Le chien sur l'image de couverture du livre fait d'ailleurs référence à cet usage.

4. Filip Dewinter a d'ailleurs tenu une conférence sur ce sujet à l'Université de Gand le 2 décembre 2021. En réaction à sa venue, un grand événement antifasciste avait été organisé le même jour dans la ville. NDLR

Pouvez-vous en dire plus sur le rôle du concept de « grand remplacement » (*omvolking*) dans cette stratégie sémantique ?

Le terme flamand pour « grand remplacement » (*omvolking*) est un germanisme, il provient de l'allemand *umvolkung*. Dans l'Allemagne nazie, ce terme désignait à l'origine la politique visant à installer des Allemands dans des territoires récemment conquis et jugé germaniques. Il s'agit d'une construction intellectuelle qui transforme un racisme primaire en une vision raciste du monde. Cette construction cherche à représenter la société diversifiée que nous connaissons, la réalité dans laquelle nous vivons, comme étant un peuple imaginaire qui risque d'être remplacé par un autre peuple. Ce faisant, la droite veut jouer sur la peur : « on se débarrasse de nous », « notre culture s'effondre » ! Mais une population n'a jamais été une chose constante. Ainsi, cent-mille Belges s'expatrient chaque année. La migration internationale contribue à un changement constant. Chaque génération vit différemment, selon des habitudes culturelles différentes. Surtout dans un monde en mutation rapide et mondialisé. Et cela vaut aussi bien pour les nouveaux arrivants que pour ceux qui étaient déjà là.

Les politiciens de droite exploitent le malaise social dû à toutes sortes de changements propres à notre époque en nous faisant croire que nous pourrions nous accrocher à ce passé idéalisé, à ce « c'était mieux avant », notre terroir devenant une sorte de paradis perdu. Mais par essence, la théorie du grand remplacement est une théorie du bouc émissaire : il y a un siècle, il s'agissait des Juifs, aujourd'hui, ce sont les Musulmans. Vous n'entendrez jamais le bourgmestre Bart De Wever se plaindre de la migration en provenance des Pays-Bas vers Anvers par exemple.

Est-ce que cette politique de division et de conquête vise, en répandant le malaise social, à affaiblir des contre-pouvoirs comme le mouvement syndical et à renforcer le patronat flamand ?

En effet, et cela nous amène à un point crucial : qui a un intérêt dans cette bataille linguistique ? Si l'extrême-droite progresse en Flandre, ce n'est pas parce que le caractère national des Flamands serait ainsi par nature, comme on le prétend parfois. Le discours de droite est constamment poussé par les médias et le monde politique. Si les élites considéraient cela comme dangereux, on peut supposer qu'elles ne laisseraient pas autant de place à ce tourbillon de droite dans le paysage politique. Cette danse entre la droite et l'extrême-droite a le champ libre car elle leur convient évidemment parfaitement.

Du côté francophone, si l'extrême droite en tant que parti organisé n'a jamais décollé, c'est aussi parce que les élites financières n'en ont pas besoin. L'extrémisme de la Flandre qui pousse à la partition est plus que suffisant. Les syndicats et les mutualités ont construit leur pouvoir au niveau fédéral. Et la législation du travail est fédérale. Une scission équivaldrait à une démolition. Le commun des mortels en souffrira de toute façon, qu'il parle le néerlandais ou le français. Ce qui est pervers, c'est que les nationalistes flamands ne s'en cachent pas non plus : ils sont pour les écoles élitistes sur le modèle américain. Ils sont pour la privatisation des transports publics (c'est-à-dire leur démantèlement et leur vente). Ils sont pour un système de soins non plus universel et public mais pris en charge par des assurances privées. Dans ce schéma, les syndicats ne sont autorisés à opérer qu'au niveau organisationnel, principalement pour organiser la conciliation des classes, les négociations entre employés et employeurs. Et la Flandre y est réduite à une grande société anonyme en concurrence avec les pays voisins.

Dans votre livre, vous avez essayé de démasquer ces écrans de fumée linguistiques et d'analyser le langage que les nationalistes flamands utilisent pour créer leur identité. Le fait que l'identité flamande soit un concept vague ne la rend-elle pas particulièrement propice aux querelles idéologiques ?

En effet. Lors d'une conférence à l'Université de Gand, Jan Jambon a souligné que les habitants de

la Flandre n'étaient pas favorables à une scission. Les femmes et hommes politiques qui aiment parler au nom de la « majorité silencieuse » semblent se méfier de cette tendance de fond à tel point qu'ils évitent soigneusement de revenir à un référendum sur la division de notre pays. Après tout, qui sait si « la voix du peuple » n'a pas d'autres préoccupations ? La NVA veut donc utiliser les médias, l'éducation et la culture pour se concentrer sur la propagande identitaire. Dans cette optique, la VRT doit devenir un phare flamand, la culture doit porter sur les maîtres flamands, et pour l'enseignement, c'est le « canon flamand » (*Vlaamse canon*) qui rentre en jeu.

Avec ce « canon flamand », il s'agit de falsifier l'histoire. Le gouvernement flamand actuel a décidé de mettre sur pied un canon comme aux Pays-Bas, c'est-à-dire une sorte d'histoire officielle de la Flandre, qui vise à créer une liste de références culturelles et historiques pour déterminer ce qui représenterait la Flandre d'aujourd'hui. Outre les réserves que l'on peut émettre sur la canonisation de l'histoire, le montage effectué est particulièrement trompeur. Jambon & co font constamment la comparaison biaisée avec le canon néerlandais pour se légitimer. « Avec le « canon flamand », la NVA veut utiliser l'histoire à des fins politiques » dénoncent dans un pamphlet trois universitaires Jo Tollebeek (KU Leuven), Marc Boone (Université de Gand) et Karel Van Nieuwenhuyse (KU Leuven) soutenus et appuyés par des historiens de premier plan issus de toutes les universités flamandes. Ce pamphlet dénonce le projet du gouvernement Jambon en cours d'élaboration et qui sera proposé au printemps 2023. Parce que cette liste de « *noms et d'événements les plus importants de la culture flamande* » est imposée d'en haut, on obtient « une instrumentalisation politique de l'histoire », poursuivent les trois historiens. Ils considèrent cette liste comme un retour en arrière, un appauvrissement de la conscience historique.

Outre le fait que la demande d'un canon aux Pays-Bas est venue du domaine de l'enseignement lui-même, et non d'en haut, contrairement à la Flandre, les Pays-Bas sont une nation depuis 1815 alors que le nationalisme flamand n'est

apparu qu'en réaction à la formation de l'État belge. Renommer les artistes des Pays-Bas méridionaux « maitres flamands » témoigne clairement d'un projet politique si l'on se souvient un instant que Rubens est né en Allemagne, Bruegel à Breda et les frères Van Eyck dans la principauté de Liège... Et comment les artistes francophones de notre région tels que Horta, Ensor, Verhaeren, le prix Nobel Maeterlinck ou Broothaers s'inscrivent-ils dans ce tableau ? Ou le multilinguisme du riche secteur culturel de Bruxelles ? Ou prenez la célèbre Bataille des éperons d'or. Les Brabançons s'y sont battus aux côtés des Français, les Limbourgeois n'avaient rien à voir avec cet épisode. Mais maintenant, en tant que « Flamands », ils devraient célébrer cela ?

Ce n'est donc pas tant une question d'attachement sentimental à la Flandre ou au « peuple flamand » qui anime les familles de partis nationalistes flamands, mais plutôt l'idée selon laquelle le programme conservateur de droite sert au mieux les intérêts de l'élite. Quel impact a cette vision des choses sur le patronat flamand ?

L'élite flamande est orientée vers l'international, main dans la main, d'ailleurs, avec les élites belges francophones. La Flandre est devenue depuis longtemps une région prospère : l'époque de la Flandre pauvre est bien révolue. Après la Seconde Guerre mondiale, grâce au « péril rouge », ils ont pu mettre en place un État social. Mais avec la mondialisation, les employeurs ont eu l'occasion de faire pression en faveur de politiques néolibérales. L'Europe a conduit les gouvernements à orientation sociale à changer de cap et les différents États membres ont été encouragés à se faire concurrence en matière d'exonérations fiscales, de cadeaux fiscaux. La montée du nationalisme, ou plutôt, son retour, constitue en fait la phase suivante et vise à motiver la population à travailler dur afin de rester compétitive dans ce cadre ultra-concurrentiel. À l'instar du nouveau Flamand qui doit être travailleur et ne pas se plaindre, c'est chacun pour soi et sa famille, voilà le modèle à suivre. Trimer, il faut trimer, comme les paysans jadis qui labouraient les champs le dos courbé...

Mais l'idée que l'autonomie flamande apportera le salut est un leurre. C'est l'Europe qui continue à définir les politiques nationales. Et cela en fonction des marchés financiers. Bien entendu, je suis favorable à un modèle démocratique, où le siège du pouvoir reste fondamentalement vide. Malheureusement, notre démocratie est imparfaite et sur ce siège vide trône le capital. Le changement n'est possible que de bas en haut et seulement s'il se réalise dans la solidarité entre les genres, les sexes, les orientations, les couleurs et les milieux socioculturels. Cette idée est vieille de plusieurs siècles, mais nous devons continuer à la répéter.

► **Debatfiches van de vlaamse elite, (en néerlandais) Sous la direction de Robrecht Vanderbeeken et Karim Zahidi, EPO, 2022**